Le terrain irréductible

Philippe Hert, *The irreducibility of Fieldwork*

Philippe Hert

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/3928>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.3928

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2005

Pagination : 121-134

ISBN : 978-2-86480-868-8

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Philippe Hert, « Le terrain irréductible », *Questions de communication* [En ligne], 8 | 2005, mis en ligne le 01 décembre 2005, consulté le 08 avril 2021. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/3928> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.3928>

> ÉCHANGES

PHILIPPE HERT

Laboratoire communication, culture et société
École normale supérieure-Lettres et sciences humaines, Lyon
Centre de recherche sur les pratiques de communication et de médiation
Université de Provence-Aix-Marseille 1
philippe.hert@up.univ-mrs.fr

LE TERRAIN IRRÉDUCTIBLE

Résumé. — En réponse à la position de Stéphane Olivesi sur la notion de terrain qu'il considère comme étant un mythe scientifique, cet article propose de reprendre sur le plan épistémologique, heuristique et pratique, ce que suppose une démarche empirique de ce type. L'analyse est fondée sur des éléments de réflexion du champ de l'anthropologie où la notion est particulièrement importante, et propose de réinvestir dans les sciences de l'information et de la communication le questionnement de l'anthropologie. Pour cela, les enjeux de réflexivité et d'écriture du terrain seront abordés afin de montrer sur quels plans et en quoi la défense d'une approche par ce dernier paraît nécessaire.

Mots clés. — Recherche empirique, terrain, épistémologie, anthropologie, réflexivité, écriture des sciences.

Ce texte résulte d'une lecture critique de l'article de Stéphane Olivesi, « Le terrain, une mythologie scientifique ? », paru dans *Questions de communication* (2005). L'auteur a sans doute raison de dénoncer un certain recours au terme même de terrain comme argument d'autorité, de légitimation, de discrimination, dans l'évaluation des travaux de chercheurs, mais aussi comme indicateur d'appartenance au groupe, et comme discours de naturalisation de pratiques¹. Je ne discuterai pas l'argument d'une forme de violence symbolique s'exerçant dans l'évaluation des travaux de « terrain », cela renvoie assez clairement à une lecture bourdieusienne du champ académique en sciences sociales. Que cette violence prenne ici l'aspect du mythe du terrain ne change probablement pas grand chose à l'analyse. J'irai même plus loin sur ce point : il est un aspect du recours – de façon quelque peu rituelle – au terme de « terrain » qui se joue en sciences de l'information et de la communication (SIC), à savoir la faiblesse épistémologique et heuristique de certains travaux par rapport, précisément, à ce que ce recours à une « approche terrain » peut supposer.

Le mythe permettrait de produire un effet d'évidence en convoquant un imaginaire spécifique, et, par là, il permettrait de naturaliser l'expression « faire du terrain », tout en masquant les jeux de pouvoir à l'œuvre dans la capacité – pour les dominants – de qualifier ce qu'est faire un « bon » terrain. Que naturaliserait le mythe ? Selon Stéphane Olivesi, ce serait la soi-disant modestie du chercheur face à son objet modeste, confrontation avec la réalité, rejet des prises de positions, limitation dans la généralisation. Il permettrait rien moins que de légitimer tout discours scientifique sur le social, puisque celui-ci serait ancré dans la réalité même.

Or, nous sommes ici bien loin des questionnements effectifs des chercheurs « de terrain » par rapport aux objets qu'ils prennent en compte. Les jeux de légitimation dans la sphère académique ne sont pas les seules motivations possibles pour un chercheur lorsqu'il choisit d'étudier empiriquement une situation ou un objet social. De même, la légitimation de son travail ne peut pas reposer uniquement sur la validation par des pairs, qui ne sont effectivement pas à l'abri de jugements partisans, de violences symboliques exercées sous couverts d'arguments d'évidence. L'enquête de terrain, si elle peut souffrir d'un certain flou, en SIC notamment, quant à ce qui peut la définir, ne doit pas arrêter le jugement sur la démarche – scientifique – qui sous-tend le projet. Et c'est là que l'on peut noter une certaine confusion dans l'article de Stéphane Olivesi. Dès la première phrase, en plaçant sur le même plan le « terrain » de l'homme politique – pouvant être suspecté de tomber dans une certaine

¹ Cet article ne portant pas sur la question sémantique du mot « terrain » et des motivations stratégiques de son emploi ou non dans un contexte académique, j'emploierai le terme tel qu'il est utilisé dans la littérature en sciences sociales, sans autre forme de procès.

démagogie –, celui du journaliste – source souvent non contrôlable et en même temps caution, malgré tout, des « informations » qu’il livre –, avec celui du chercheur, indique bien l’ambiguïté du terme. Il vaut probablement mieux parler d’enquête ethnographique, d’enquête par méthodes qualitatives, de recherche par observation participante, mais surtout de préciser ce que recouvrent ces termes pour le chercheur !

Le terrain, du mythe à la pratique

La critique de Stéphane Olivesi porte sur les stratégies discursives d’évaluation de travaux académiques utilisant l’argument du terrain, mais sans parler de ce que le terrain apporte effectivement. Ainsi se place-t-il dans une posture critique à partir de l’évocation de stratégies pour se positionner académiquement, sans donner place à ce qui fonde la démarche sur le plan de la scientificité (quitte à assumer la renonciation à une posture de scientificité). Les critiques de l’utilisation d’arguments d’autorité, et le recours à des formes de légitimation par l’emploi d’arguments vagues prenant le statut d’évidences sur ce qu’est un terrain, sont normales et nécessaires pour toute démarche scientifique, et n’invalident en rien l’approche sérieuse d’un terrain. Il n’en reste pas moins que retenir uniquement cet aspect risque de nous faire passer à côté d’un certain nombre de problèmes essentiels sur le plan épistémologique quant à la pratique du terrain et, par conséquent, aux discours portés sur ce dernier (par les chercheurs et par ceux qui les évaluent).

Sans débattre point par point de l’article de Stéphane Olivesi, travail quelque peu fastidieux et peut-être sans grand intérêt par rapport à une connaissance positive pouvant en être retirée, je voudrais m’arrêter à quelques questions trop rapidement éludées par l’argument du mythe, relativement à ce que suppose une démarche de terrain, et ce qui peut effectivement en être retiré. À mon avis, ces questions – posées pour de bon – modifient complètement le paysage dessiné par Stéphane Olivesi. Au fond, sa charge dépasse le terme, et remet plus largement en cause le statut de la démarche empirique implicitement contenue derrière l’idée de terrain. Par exemple, il en est ainsi des positions telles que le fait d’asseoir la légitimité des propos tenus par le chercheur de terrain, sur la base de l’autorité conférée par une connaissance de la réalité grâce à son expérience de terrain (« on a autorité pour dire vrai parce que, précisément, le terrain, on sait ce que c’est », Olivesi, 2005 : 163), de la capacité à « faire prévaloir un point de vue qui s’impose comme une vérité intangible » (ibid. : 176), de l’attribution qu’il fait de la croyance au fait que le chercheur aurait accès à la vérité du monde social (ibid.), ou enfin que connaissance par le terrain, empirisme, possibilité de « saisir le réel tel qu’il est » (ibid.), et transparence des sujets à eux-mêmes sont à mettre dans le même sac. Certes, l’objectivité rigoureuse en sciences sociales, la connaissance définitive de la réalité, la neutralité scientifique peuvent bien être qualifiées de mythes, mais

ceux-ci ne sont pas forcément portés par l'imaginaire du terrain. Il reste qu'il s'agit là de discours somme toute assez conventionnels sur l'approche « terrain », qui ne méritent peut-être pas autant d'attention, tout simplement parce qu'il ne s'agit pas de positions défendues par les chercheurs... de terrain. La question de fond est davantage celle de la production d'un savoir nouveau, et la capacité de l'institution académique à produire ce savoir. L'activité académique se résumerait alors à un jeu stratégique et rhétorique de places s'il n'y a pas production de savoir. Mais, c'est oublier là les pratiques de recherche, les pratiques de communication de cette recherche, et le savoir effectivement produit.

Restent donc les questions essentielles sur ce que signifie une enquête empirique, malgré toute critique ou légitimation dont on peut l'entourer : celle des passages et articulations entre le vécu, le relaté et le conceptualisé, celle de l'autorité par rapport à l'auctorialité et l'expertise, celle de la réflexivité et de la volonté de faire science. Derrière ces questions se dessine le problème de la scientificité toujours problématique et à questionner dans toute recherche en sciences sociales. Et heureusement que celle-ci reste problématique et qu'elle doive toujours être re-questionnée : une science sociale totalement objective serait totalitaire (Jurdant, 1998).

Le terrain entre SIC et anthropologie

Premier éclaircissement : l'approche par le terrain ne possède pas de caractéristiques qui seraient spécifiques aux SIC. S'il s'agit là d'une évidence, encore est-il peut-être nécessaire de faire ce recadrage. La discussion porte donc sur une approche en sciences sociales générale, mais qui trouve ses origines dans l'ethnographie et la sociologie. Si le terme « terrain » fait l'objet d'une mythification, c'est bien parce qu'il ne correspond pas forcément à une réalité de la pratique de recherche largement débattue et questionnée pour le champ concerné ici, à savoir les SIC. Par conséquent, je me référerai à la notion de terrain telle que, de manière stabilisée, elle est utilisée en anthropologie². L'urgence est alors peut-être d'éclairer tout ce que le « terrain » peut apporter aux SIC, à condition de le prendre réellement en charge dans ce champ sur le plan méthodologique, heuristique et épistémologique. La conséquence pourrait être un apport croisé, théorique et pratique, des SIC et de l'anthropologie. Cela implique également de penser les questions de frontières entre anthropologie et SIC³. Mon propos se fonde donc sur la littérature récente en anthropologie, et sur une expérience de l'enquête ethnographique⁴. Pour sa part, si l'anthropologie ne s'est pas toujours réclamée d'une approche empirique par le terrain, il ne fait pas de doute que ce qui caractérise l'ethnographie et l'anthropologie contem-

² Peut-être qu'un éclaircissement collectif sur ce qui peut être appelé travail de terrain en SIC pourrait constituer un remède au « mythe scientifique du terrain » ?

³ voir Questions de communication, 3, « Frontières disciplinaires », 2004.

poraines, depuis Bronislaw Malinowski, est bien la présence, longue, du chercheur sur le terrain. Cette question est centrale en anthropologie : un rapide aperçu de recherches publiées ces dernières années montrent un questionnement qui se poursuit, malgré le caractère apparemment trivial de la question dans ce champ (Kilani, 1992 ; Affergan, 1999, Ghasarian, 2002). Et ce, pas uniquement au titre des conditions de production d'un savoir anthropologique, mais également en tant que question épistémologique fondatrice d'un regard scientifique, ce qui est bien autre chose qu'une question de procès de légitimation d'acteurs dans le champ scientifique, parce qu'il s'agit ultimement d'une activité productrice d'une réalité sociale (Rabinow, 1977). Le terrain, tel qu'il est travaillé actuellement dans le champ de l'anthropologie, pose notamment deux questions essentielles : celle de l'écriture du terrain et celle de la réflexivité. Elles permettent de sortir de la seule analyse stratégique des intérêts des dominants exprimés par la pratique.

La réflexivité

Le problème de la réflexivité a été largement thématiqué dans le champ de l'anthropologie – ce que l'on peut concevoir pour une science qui s'est donné pour objet l'étude de l'humain dans son altérité, et qui s'est retrouvée en crise à partir du moment où ses objets « traditionnels » lointains ne pouvaient plus être identifiés et circonscrits de manière évidente, et où se développait une ethnologie du proche, avec pour conséquence une interrogation sur la catégorie de l'altérité. Ici, il ne s'agit pas de traiter de cette vaste question, mais simplement de souligner à quel point la démarche empirique fait se poser très vite, de manière pratique, des questions qui ont des conséquences épistémiques importantes. À aucun moment, on ne peut parler clairement de séparation observation empirique/réflexion analytique. Pas de mythe d'objectivité à l'œuvre non plus durant l'enquête de terrain. C'est peut-être l'anthropologie des sciences qui a le plus clairement relevé, par la situation pratique dans laquelle le chercheur se trouve – situation modeste pour une fois, du point de vue de la scientificité, face à ses interlocuteurs –, comment les analyses et interprétations sont le résultat des actions pratiques des chercheurs – notamment des pratiques d'inscription et d'écriture (Lynch, 1985 ; Lenoir, 1998). Ce constat, l'anthropologue de service observant les sciences en train de se faire, le pose fatalement, pour lui. Ses pratiques d'inscriptions ne diffèrent pas fondamentalement de celles qu'il observe, la part

⁴ Le terrain de cette recherche a été constitué d'une observation participante de trois ans dans plusieurs laboratoires de recherche (Hert, 1998) dans la perspective de l'anthropologie des sciences au sens de M. Lynch (1985), K. Knorr-Cetina (1983), B. Latour (1989), A. Pickering (1992) entre autres auteurs.

⁵ Mis en italique par Ph. Hert.

⁶ Voir l'analyse stimulante de J. Le Marec (2001) à ce propos, et plus généralement sur

communicationnelle de l'activité scientifique apparaissant à travers l'observation de l'activité pratique des chercheurs en sciences de la nature (Hert, 1998). Il me semble que l'un des résultats d'une telle expérimentation pratique de la pratique d'autres chercheurs est une manière de « vraiment » faire des sciences, c'est-à-dire de se débarrasser des mythes de scientificité qui encombrant parfois les sciences sociales. Par l'entremise de l'exigence de réflexivité, faire du terrain dans les laboratoires de recherche débouche sur une certaine liberté énonciative, face à ce que seraient des exigences académiques de style ou de normes méthodologiques. La méthode, de même que l'écriture, est une partie de la recherche, non pas un outil à disposition du chercheur pour « transcrire » ses « données ». Depuis les travaux de Clifford Geertz (1973) qui posent les bases d'une anthropologie interprétative, c'est-à-dire d'une anthropologie davantage fondée sur une posture interprétative qu'explicative, la question des liens entre ce qui est étudié, les moyens pour y parvenir et les buts poursuivis par les chercheurs est apparue comme faisant partie de la recherche même (Ghasarian, 2002 : 13). Ainsi, loin de consister en un travail mécanique de transcription de paroles en textes, l'activité du chercheur – par l'ensemble des choix qu'il fait – constitue-t-elle toujours déjà une démarche politique. Ce qui implique évidemment, au nom de la scientificité de la démarche, de prendre en compte les conditions mêmes et les motivations qui président à la recherche. Pierre Bourdieu (1978) formule cette réflexivité, nécessaire aux conditions de production de la recherche, par la notion d'objectivation participante, qui s'oppose à l'objectivisme naïf ne prenant pas en compte l'objectivation de son propre travail d'objectivation.

Compris comme une situation vécue, le terrain devient le lieu de construction d'une réalité sociale plurielle ; en retour, il demande de faire l'objet d'une analyse en amont et en aval de cette réalité produite ; ce qui importe évidemment plus que le fait de produire des « données ». Nous sommes loin d'une légitimité qui existerait, de fait, pour le chercheur grâce à une connaissance empirique de « son » terrain. Au contraire, c'est un appel à la justification de la pertinence de la démarche. Loin de la neutralité supposée du chercheur, il s'agit de trouver dans la recherche même, les modes d'explicitation de la situation produite ou convoquée. Ainsi, « puisqu'il n'y a pas d'observation neutre et que les "données" ne sont jamais dissociables des dynamiques à l'œuvre dans la recherche elle-même, n'y a-t-il donc pas d'autre voie pour les comprendre que de suivre réflexivement ce qui se joue dans la relation du sociologue à ses enquêtés, d'identifier les rôles qu'on lui attribue, et de rapporter ce qu'on lui dit ou ce qu'on lui montre à la place momentanée qu'il occupe dans le jeu d'interaction suscitées par sa présence » (Schwartz, 1993 : 274)⁵.

Derrière l'idéal de neutralité ou de transparence, dont on peut se demander qui a intérêt à défendre de telles positions, n'est-il pas plus réaliste et profitable de concentrer l'analyse sur les problèmes de validation et de certification qui interviennent dans l'écriture même (Pontille, 2004), ou de la question de la confiance dans la démarche du chercheur ? Car il est évidemment impossible de vérifier la fidélité de ses propos vis-à-vis de son expérience, et des choix effectués dans la restitution de cette expérience. C'est aussi la question de l'expertise, de l'authentification publique de cette expertise par l'intermédiaire de diplômes validant le travail, du rapport entre le perçu et l'exercice d'un jugement. Incriminer le flou dans la norme d'évaluation (mais une norme est-elle possible ?), c'est laisser de côté tout ce qui fait que l'expertise est autre chose que d'appliquer une norme (Bessy, Chateauraynaud, 1993). La confiance dans la démarche du chercheur demande non pas une évaluation de son travail – dont on n'est jamais certain qu'elle soit bien séparée d'enjeux de pouvoir dans la sphère académique –, mais un dialogue continué et ouvert entre le travail d'un chercheur et d'autres experts ou acteurs variés ayant une expérience... du terrain. La confiance n'est alors autre qu'un crédit accordé au chercheur, pour qu'il puisse avoir le temps d'expliquer, de raconter, de montrer, de laisser le temps à la compréhension. Il s'agit d'un pari, d'un engagement nécessaire, qui ne peut se contenter d'être une position de principe. Là est peut-être la condition d'une confiance accordée au chercheur par ses lecteurs, confiance qu'ils peuvent également lui retirer si la pertinence fait défaut dans sa justification du texte qu'il propose. Entreprise de justification qui est avant tout une entreprise d'écriture.

L'écriture du terrain

Si le travail de terrain ethnographique se caractérise par une expérience située et empirique d'altérité construite, le chercheur y donne accès à travers une écriture. Celle-ci est assez logiquement devenue une question centrale dans les préoccupations épistémologiques, méthodologiques et heuristiques de l'anthropologie. Je retiendrai trois propriétés de l'écriture qui me semblent rendre possible la production d'un savoir en sciences sociales : elle est politique ; elle est rupture ; elle engage un sujet de parole.

L'écriture politique

La question politique est également celle de l'autorité de l'ethnologue, au sens d'être auteur, posée par James Clifford (Clifford, Marcuse, 1986). Celle-ci renvoie bien à la responsabilité de la production du sens à partir de l'expérience du terrain. Du coup, la métaphore de l'écriture du terrain comme traduction à partir d'un rapport privilégié

l'approche « terrain ».

avec des informateurs natifs n'a plus prise. Au contraire, c'est la responsabilité du chercheur comme auteur qui s'applique. N'est-ce pas ce qui se joue aussi dans les différents lieux d'évaluation de la production scientifique ? Le terrain devient un champ d'expérimentation que le chercheur choisit de clore au moment de sa mise en écriture. Mais que faire alors de tous ces multiples fragments décousus, mémorisés ou notés sur le fameux journal de terrain ? Que faire de l'incertitude face aux différentes positions d'énonciation, expérimentées durant l'expérience du terrain ? Dans une écriture, la stabilisation d'une forme risque d'oublier les marges de cette écriture, c'est-à-dire la temporalité spécifique faite d'allers et de retours entre univers différents (entre le terrain et les autres univers plus familiers), mais aussi la perception d'habitudes et de manières de faire et d'être impliqué avec son corps, dans des situations, et qui sont rarement retraduites dans les textes. Ainsi le moment de l'écriture est-il aussi l'occasion de re-expérimenter – après l'avoir expérimenté dans le vécu du terrain – la tension entre dire/écrire et faire. Pour faire science, l'obligation de transformer l'expérience du terrain en texte constitue, pour le chercheur, une autre forme d'expérience dont il ne rend pas souvent compte, mais qui constitue néanmoins une part importante et spécifique de l'activité de recherche (Lourau, 1994). C'est peut-être la raison pour laquelle l'écriture des sciences de l'homme et la réflexivité apparaissent comme des questions sous-jacentes récurrentes, spécialement en anthropologie des sciences (Lynch, Woolgar, 1990). Faut-il pour autant s'adonner à un exercice réflexif systématique d'explicitation des conditions de productions de ses écrits (Ashmore, 1989) ? Rien n'est moins sûr. Nous sommes apparemment coincés entre une écriture qui se présente comme évidente, en suivant les canons d'un système ou d'un style (Pontille, 2004), une écriture qui se saisit elle-même au risque de ne plus avoir prise sur autre chose qu'elle, à la manière des dessins d'Escher, et une écriture qui assume son caractère littéraire. Mais, en même temps, nous ne le sommes pas du tout, puisque l'activité même des sciences sociales et les moyens d'y parvenir constituent une des modalités en jeu dans le texte, au même titre que l'objet, dont on ne peut pas le séparer. Poser le contraire revient à défendre une conception instrumentale du langage comme simple véhicule de la pensée, dans l'hypothèse d'une antériorité du fond sur la forme. Accepter que l'écriture en sciences sociales est l'écriture d'un sujet de désir, est un pas qu'il nous faut bien franchir. Se posent alors différemment les questions de l'autorité et de la légitimité, parce que celles-ci ne s'articulent plus à l'exercice d'un pouvoir toujours ailleurs, mais s'exercent à l'intérieur du texte qu'il s'agit de produire. Le prendre en compte, c'est encore sortir d'une certaine idéologie de l'écriture scientifique (objectivité, absence de style) (Achard, 1994). C'est en ce sens que le texte issu du terrain est toujours politique.

L'écriture comme rupture

L'écriture est également un moyen de faire science par la distance qu'elle crée avec l'expérience immédiate. Derrière la place d'autorité du chercheur, l'écriture en sciences sociales suppose un passage de la singularité de l'expérience vécue irréductible à l'accès au savoir, par l'intermédiaire d'une rupture – attendue – avec le sens commun. Cette rupture est censée se faire à partir de la distance travaillée avec le terrain, soit par le dépaysement, soit par le regard armé théoriquement. En fait de rupture, celle-ci est déjà consommée dans l'acte d'écriture, au niveau de sa matérialité, et de la distance spatiale et temporelle qu'elle installe. L'enjeu de cet espacement est de pouvoir repérer, dans le travail de distanciation, un jeu de places et de positions sur le terrain, dans la liminarité entre l'intérieur et l'extérieur du terrain, et vis-à-vis de places extérieures à celui-ci. De nombreux témoignages rendent compte de ces jeux de positions (Augé, 1992 ; Favret-Saada, 1980, 1981 ; Althabe, Fabre, Lenclud, 1992). Le fameux journal de terrain en est l'outil méthodologique essentiel, parce qu'il permet non seulement le recueil – éventuellement systématique et comparatif – des récits (l'exégèse indigène), mais la confrontation entre l'exégèse externe (celle que le chercheur de terrain partage sur son lieu d'observation) et l'exégèse interne dont l'écriture constitue la forme tangible (Galinier, 1997 : 11, 203). Ce recueil des exégèses et ce repérage des places qu'il rend possible peuvent aller jusqu'à la prise en compte d'un jeu particulier et de places particulières que sont les postures académiques face à l'évaluation d'une expérience vécue à partir d'une démarche volontaire de recherche (Latour, 1988). Autrement dit, le terrain n'est pas seulement une façade pudique servant à masquer l'implacable jeu du pouvoir et de l'autorité, c'est aussi, je crois, le meilleur remède pour repérer les biais, déjouer, et se jouer peut-être, de tout risque d'enfermement dans la logique de la scène académique avec ses places, ses stratégies d'autorité et de légitimité que Stéphane Olivesi dénonce à juste titre d'ailleurs.

L'écriture engageante

Enfin, l'écriture engage un sujet de parole. Il s'agit d'une autre dimension que je voudrais souligner : celle de l'altérité exprimée via une production symbolique. L'opération délicate de mise en mots de l'expérience avec, de plus, une posture scientifique à soutenir et justifier dans l'écriture même, convoque un ou plusieurs collectifs, c'est-à-dire une forme d'altérité partagée dont peut se prévaloir l'auteur de tels écrits. Ce ou ces collectifs, qui ne sont pas simplement des « communautés », permettent de créer ce que l'on peut appeler, à la suite de Jean-Toussaint Desanti, un « voir ensemble » (Mondzain, 2003). Il s'agit d'un espace symbolique, soutenu par la parole (ou l'écriture même si l'une ne se réduit en rien à l'autre), le faire commun, l'agir commun, les actes partagés concertés ou non. Jean-Toussaint Desanti précise que c'est « dans l'épreuve de l'exprimé commun que se constitue le «voir ensemble» » (ibid. : 32). Ainsi l'expérience et l'épreuve du terrain doi-

vent-elles se partager pour devenir un objet symbolique, c'est-à-dire capable de rendre compte d'une position partageable. Cela ne peut se faire qu'à partir d'une parole – ou d'une écriture – de sujet, autrement dit engagée avec d'autres, dans et par ses actes pratiques. Ce partage est celui du vécu sur le terrain, mais devrait aussi être celui de la confrontation intellectuelle dans le champ académique, position pas forcément évidente, mais que certains chercheurs soutiennent activement⁶. Dans ce sens, le terrain est une rencontre. Nous sommes faits par le terrain lorsque nous faisons du terrain. Bien plus que de « rites de passage », il s'agit d'une expérience existentielle dont la finalité est la production d'un savoir, forcément fragile. Certains parlent de production d'un co-savoir (Losonczy, 2002 : 95). Ce savoir existe parce qu'il a un statut symbolique pour un collectif donné. Il existe parce qu'il s'appuie sur un ensemble de paroles échangées, de choses vues ensemble, de faire commun. Le savoir issu de la recherche de terrain ne saurait donc s'affranchir complètement de ce terrain, c'est peut-être l'une de ses spécificités, mais également la condition de ce savoir. En même temps, la distance et le temps sont alors souvent considérés comme des moyens permettant le travail de conceptualisation et la mise en place d'un savoir à partir d'un vécu. Dans la postface d'un ouvrage classique sur le Hobo, Olivier Schwartz parle d'un empirisme irréductible à défendre dans la recherche (de terrain...), car c'est le moyen de garantir une vision non sublime du savoir, une épistémologie tolérante qui ne tombe pas dans l'idée de purification des résultats, ni dans un empirisme naïf (Schwartz, 1993). Par sa fragilité – assumée et analysée –, le terrain permettrait justement de sortir du jeu purement académique, qui est, il faut le dire, assez éloigné de préoccupations de l'ordre du savoir.

La fragilité du terrain

La fragilité de ce qui peut ressortir de la recherche de terrain est clairement avancée par François Laplantine (1996) qui met en œuvre une anthropologie offrant une connaissance provisoire, dont la fragilité est la véritable force. Il propose une pensée du dialogue et par le dialogue, ouverte sur l'altérité à travers une réflexion sur la discontinuité et l'hétérogénéité des perspectives. La multiplication des perspectives, des écritures et des auctorialités constitue un processus heuristique permettant de faire émerger les savoirs, et, selon lui, elle est en même temps la condition d'une véritable anthropologie réflexive. Cette fragilité est essentielle car elle oblige – à condition de ne pas l'oublier et de l'intégrer dans le processus interprétatif et d'écriture – de rappeler le processus socialement surdéterminé de la recherche de terrain (pas qu'académiquement, mais aussi dans le « milieu » étudié), et de ne pas évacuer la dimension du désir, nécessairement présente dans une dé-

marche aussi lourde et longue qu'une enquête de terrain en sciences sociales. Réintégrer le désir dans la démarche permet de sortir de toute confusion, quant à la dénomination de « terrain », entre la démarche du chercheur, celle du journaliste et celle du politicien. Pour ces derniers, le désir sous-tendu par l'investigation d'un terrain n'est pas questionné : le terrain est naturel ou va de soi, il fait partie de la pratique professionnelle (et c'est là que l'on peut parler de mythe). Or, pour la recherche, le choix du terrain peut en dire long sur le chercheur et le désir qui l'habite (Devereux 1967 ; Caratini, 2004). Ce qui fait alors l'intérêt de cette prise en compte du sujet de désir dans la démarche est de pouvoir expliciter les conditions mêmes de la démarche. La quête du terrain, de la rencontre, l'inattendu, le rapport affectif au terrain, l'indécidable et les « heureux hasards » (Losonczy, 2002) entrent en scène dans l'écriture, pour permettre de témoigner de la quête du savoir, sans pour autant aboutir à une confusion entre vécu, affectivité et savoir.

Conclusion

Le terrain n'est pas donné d'avance. Il n'est pas seulement un argument d'autorité et de légitimité. Il n'est pas qu'un investissement de forme, destiné à la maîtrise ultérieure d'un territoire. Il se raconte aussi (Laplantine, 1998) à partir d'une expérience vivante de rencontre, avec toutes les difficultés que suppose le fait de parvenir à rencontrer qui ou quoi que ce soit (Caratini, 2004). Autrement dit, le terrain est également un moyen, à défaut d'en avoir de meilleurs, pour pouvoir rendre compte, par un savoir et pour un sujet de parole, et pas seulement par des connaissances formelles, d'un ensemble de phénomènes humains. La démarche de terrain constitue une forme fragile d'investigation de pratiques humaines qui doit, pour cela, être explicitée autant que nécessaire, contre tous les réductionnismes, qu'ils soient de nature à faire du terrain une « technique » d'enquête, à choisir dans un stock convenu de méthodes en sciences sociales, ou qu'ils soient de nature à faire de la pratique du terrain un argument rhétorique dans une série d'investissements symboliques et stratégiques. C'est là oublier toute la question de l'élaboration d'une parole partageable dont le chercheur se fait le médiateur à partir de la place – la place du savoir – qu'il doit construire, dont il doit se justifier mais qui ne lui revient pas de droit ni ne constitue la « rente » de sa capitalisation symbolique. Cela suppose une certaine vigilance quant au savoir que peut produire un terrain, savoir qui n'est jamais une simple traduction de faits en écrits. Cela pose également la question de la possibilité de terrains qui ne débouchent pas sur un savoir, en tout cas formalisable. Mais pouvons-nous nous offrir ce « luxe » d'une recherche vraiment désintéressée ?

La fragilité du terrain, qui est une force, mérite que l'on défende cette approche, et le meilleur moyen de le faire est de souligner les spécificités d'une démarche de construction de savoir à partir, ou

en tenant compte, d'un vécu humain partagé. Les enjeux stratégiques académiques de la recherche existent bien, mais ils se placent alors sur une autre scène, celle de la référence circulante (Latour, 1989). Au chercheur de trouver les moyens d'articuler ces deux scènes sans les confondre : le terrain avec ses difficultés pour y être admis, la recherche avec d'autres difficultés pour y être admis.

Références

- Achard P., 1994, « L'écriture intermédiaire dans le processus de recherches en sciences sociales », *Communications*, 58, pp. 149-156.
- Affergan Fr., éd., 1999, *Construire le savoir anthropologique*, Paris, Presses universitaires de France.
- Althabe G., Fabre D., Lenclud G., eds, 1992, *Vers une ethnologie du présent*, Paris, Éd. de la Maison des sciences de l'homme.
- Ashmore M., 1989, *The reflexive thesis : wrighting the sociology of scientific knowledge*, Chicago, University of Chicago Press.
- Augé M., 1992, *Non lieux*. Introduction à une anthropologie de la surmodernité, Paris, Éd. Le Seuil.
- Bessy C., Chateauraynaud F., 1993, « Les ressorts de l'expertise », *Raisons pratiques*, 4, pp. 115-164.
- Bourdieu P., 1978, « Sur l'objectivation participante. Réponse à quelques objections », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 23, pp. 67-69.
- Caratini S., 2004, *Les non-dits de l'anthropologie*, Paris, Presses universitaires de France.
- Clifford J., Marcus G., eds., 1986, *Writing culture : the poetics and politics of ethnography*, Berkeley, University of California Press.
- Devereux G., 1967, *De l'angoisse à la méthode dans les sciences du comportement*, trad. de l'anglais par H. Sinaceur, Paris, Flammarion, 1980.
- Favret-Saada J., 1980, *Les mots, la mort, les sorts*, Paris, Gallimard.
- Favret-Saada J., Contreras J., 1981, *Corps pour corps*, Paris, Gallimard.
- Galinier J., 1997, *La moitié du monde. Le corps et le cosmos dans le rituel otomi*, Paris, Presses universitaires de France.
- Geertz Cl., 1996, *Ici et là-bas. L'anthropologue comme auteur*, trad. de l'anglais par D. Lemoine, Paris, Métailié, 1988.
- Ghasarian Chr., 2002, éd., *De l'ethnographie à l'anthropologie symétrique*, Paris, A. Colin.
- Hert Ph., 1998, *Jeux, écritures, espaces d'énonciations. Contribution à une étude anthropologique de l'usage d'Internet en milieu scientifique*, thèse de doctorat en sciences de l'information et de la communication, université Louis Pasteur, Strasbourg 1.
- Jurdant B., dir., 1998, *Impostures scientifiques, les malentendus de l'affaire Sokal*, Paris, Éd. La Découverte.
- Kilani M., 1992, *Introduction à l'anthropologie*, Lausanne, Payot.
- Knorr-Cetina K., 1983, « The ethnographic study of scientific work : towards a constructivistic interpretation of science », pp. 115-140, in : Knorr-Cetina K., Mulkay, M., eds., *Science observed*, London, Los Angeles, New Delhi, Sage.
- Laplatine Fr., 1996, *La description sociale*, Paris, Nathan.
- 1998, « Identités analysées et identités racontées, Rationalité anthropologique et narrativité romanesque dans la société brésilienne », pp. 317-326, in :

- Laplantine Fr., Lévy J., Martin J.-B., Nouss A., eds, *Récit et connaissance*, Lyon, Presses universitaires de Lyon.
- Latour B., 1988, « Le grand partage », *Revue du MAUSS*, 1, pp. 27-64.
- 1989, *La science en action*, Paris, Éd. La Découverte.
- Le Marec J., 2001, *Ce que le terrain fait aux concepts : vers une théorie des composites*, habilitation à diriger des recherches, université Paris 7.
- Lenoir T., ed., 1998, *Inscribing science. Scientific texts and the materiality of communication*, Stanford, Stanford University Press.
- Losonczy A.-M., 2002, « De l'énigme réciproque au co-savoir et au silence. Figures de la relation ethnographique », pp. 91-102, in : Ghasarian Chr., *De l'ethnographie à l'anthropologie symétrique*, Paris, A. Colin.
- Lourau R., 1994, *Actes manqués de la recherche*, Paris, Presses universitaires de France.
- Lynch M., 1985, *Art and Artifact in Laboratory Science. A Study of Shop Work and Shop Talk in a Research Laboratory*, London, Routledge & Kegan Paul.
- Lynch M., Woolgar S., eds., 1990, *Representation in Scientific Practice*, Cambridge, MIT Press.
- Mondzain M.-J., 2003, *Voir ensemble, autour du texte de Jean-Toussaint Desanti*, Paris, Gallimard.
- Olivesi S., 2005, « Le terrain : une mythologie scientifique ? », *Questions de communication*, 7, pp. 161-183.
- Pontille D., 2004, *La signature scientifique*, Paris, CNRS Éd.
- Pickering A., ed., 1992, *Science as Practice and Culture*, Chicago, University of Chicago Press.
- Rabinow P., 1977, *Reflections on fieldwork in Morocco*, Berkeley, University of California Press.
- Schwartz O., 1993, « Post-face : L'empirisme irréductible », pp. 265-308, in : Anderson N., 1923, *Le Hobo : sociologie du sans-abri*, trad. de l'anglais par A. Brigant, Paris, Nathan.